

## GREVE INTERPRO

La CGT, FSU, Solidaires,

Les organisations de jeunesse

appellent à une journée de grève  
interprofessionnelle le 4 février.



## LSG, LOI SEPARATISME

Face aux lois liberticides : lutter

AED - «PIONS»

L'extension de la grève

SNCF

Le syndicalisme de lutte confirme  
sa majorité chez les cheminots

BULLETIN RENNAIS DE L'UNION COMMUNISTE  
LIBERTAIRE



## Loi séparatisme, Loi sécurité global...

### Battons nous ensemble contre les lois liberticides !

Depuis plusieurs années les lois liberticides se multiplient et en cette fin d'année 2020 nous avons en même temps la loi sécurité globale, loi séparatisme, qui s'ajoute a la gestion inefficace et autoritaire de la pandémie. **Ces lois renforcent l'invisibilisation des violences policière, l'institutionnalisation du racisme et en particulier de l'islamophobie ainsi que le contrôle des mouvements sociaux** alors que l'année 2021 s'annonce bien chargée.

Le 28 novembre, et le 5 décembre contre la loi sécurité globale, le 12 contre la loi séparatisme partout en France ces mouvements ont subi une repression violente de la part des forces de l'ordre.

A Rennes L'UCL a signé l'appel à un rassemblement du 19 décembre «stop aux lois liberticides» avec une quinzaine d'organisation syndicale, associative, féministe et politique. Nous pensons qu'il faut rassembler nos force dans **une lutte commune** contre les lois liberticides et ainsi que chaque organisation travail dans son champ d'action et d'influence a la construction d'une mobilisation **ancrée dans les classes populaire** capable de stopper la

deferlante autoritaire. Pour nous Il s'agit du seul moyen de se défendre face a ce gouvernement et de repartir à l'offensive pour la conquête de nouveaux droits

### Mobilisation des AED : en décembre, on était là, en janvier, on recommencera !

Ce qui n'était au départ que des grèves et mobilisations locales déterminées, est rapidement devenu suite à l'appel de collectifs d'assistant-e-s d'éducation du Vaucluse, un **mouvement de grève d'ampleur national** dans les vies scolaires et l'Education Nationale le 1er décembre dernier. Depuis le début de la crise sanitaire, les assistant-e-s d'éducation (AED, AP et APS) sont en première ligne dans les écoles et les établissements.

Les conséquences sur notre travail sont importantes : dégradation des conditions de travail, multiplication des tâches, pas de protocole sanitaire à la hauteur durant une longue période, exposition aux risques de contamination,... Mais si la grève le 1er décembre fut si massive, ce n'est pas uniquement car elle répondait à l'urgence du moment, mais aussi car, au-delà de la crise, **elle faisait écho aux problématiques que nous rencontrons au quotidien sur nos lieux de travail** : précarité, manque totale de reconnaissance de notre métier, manque d'effectif et de moyens, manque de formation.

A Rennes, ce sont **plus d'une centaine de surveillant-e-s de collèges et de lycées qui se sont rassemblé-e-s devant le DSDIEN**, sans compter les équipes en grève qui n'étaient pas présentes physiquement, et au total une dizaine de lycées et collèges impactés, avec des vies scolaires et des internats entièrement fermés.

Le 1er décembre fut la première pierre décisive d'un mouvement qu'il nous faut dorénavant consolider d'ici la grève nationale des AED le 19, potentiellement reconduite jusqu'à la grève des personnels de l'Éducation nationale le 26. Appels aux collègues, aux autres vies scolaires, caisses de grèves pour tenir, mouvements de solidarité des élèves et de leurs parents, assemblées générales et coordination locale et nationale,... Les moyens d'actions sont vastes et beaucoup de travail reste à faire.

Mais cette mobilisation est déjà une bouffée d'air pour ceux et celles qui s'y sont retrouvé-e-s comme y ont participé. Elle a permis de nous rappeler notre force car sans nous, les bahuts ne tournent pas, mais aussi que par la grève et par la lutte, travailleurs et travailleuses du public comme du privé, précaires, on peut relever la tête et être à l'offensive !

## **Elections au Conseil d'Administration de la SNCF fin 2020 Le syndicalisme de lutte confirme sa majorité chez les cheminots**

Les élections au Conseil d'Administration de la SNCF ne sont pas celles qui intéressent le plus les cheminots car ils votent pour une liste de délégués nationaux qu'ils ne connaissent souvent pas. Cela explique en partie la baisse de 20% de la participation tombant à 38%. L'autre

explication est le vote électronique qui complique la démarche de vote. **Ce même vote électronique favorise le vote de l'encadrement** qui est supérieure de 6% aux autres catégories de cheminots.

Malgré cette baisse de participation, ce sont les syndicats de lutte **CGT et SUD-Rail** qui font les meilleurs résultats en augmentation si on compare à l'élection précédente en 2015. La majorité syndicale de lutte (CGT et SUD) au dessus des 50% des voix permet d'empêcher les syndicats d'accompagnement (CFDT, UNSA) de signer des accords de régression sociale. C'est ce qui a été fait fin 2020 pour invalider accord de branche régressif sur le chômage partiel dans le secteur ferroviaire signé par CFDT / UNSA entérinant une baisse des salaires.



Néanmoins il y a du travail pour les équipes syndicales. L'éclatement de l'entreprise publique aujourd'hui découpée en 5 Société Anonymes et en plusieurs filiales, les cheminots divisés dans de nouvelles entreprises sous-traitantes rendent plus difficile la vie syndicale dans le ferroviaire. Dans le Groupe Public SNCF, le patron a découpé la représentation du personnel dans les Comités Sociaux Economiques (CSE) sur des périmètres englobant jusqu'à plusieurs régions.

**Les délégués du personnel moins nombreux qu'avant, sont ainsi éloignés des cheminots et c'est bien ce que veut la direction pour affaiblir le syndicalisme de terrain et de lutte.**